

"Pour tirer l'Europe du chaos" dans Le Carrefour (23 juillet 1947)

Légende: Le 23 juillet 1947, Anthony Eden, Premier ministre britannique, analyse dans le quotidien français Le Carrefour les résultats de la Conférence de coopération économique européenne qui s'est tenue à Paris le 12 juillet 1947.

Source: Le Carrefour. 23.07.1947. [s.l.]. "Pour tirer l'Europe du chaos", auteur:Eden, Anthony , p. 1;2.

Copyright: (c) Le Carrefour

URL: http://www.cvce.eu/obj/pour_tirer_l_europe_du_chaos_dans_le_carrefour_23_juillet_1947-fr-3788752d-e6d2-4e02-8ad1-31b94b2bfc5a.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Pour tirer l'Europe du chaos

par Anthony Eden

Il n'est pas un homme sensé en Europe occidentale qui désire voir notre continent divisé en deux. C'est justement à la répugnance que l'on éprouve à l'égard d'une telle solution, qu'est dû le fait que les puissances occidentales ont si longtemps retardé la conclusion d'un accord entre elles, mais cette répugnance était bien excusable. Il est difficile d'admettre, à un âge où s'accroît sans cesse l'interdépendance des nations, que la politique à suivre devrait reposer sur la division d'un continent. Mais il y a un péril encore plus menaçant que la division de l'Europe, c'est son effondrement économique. Nous allons tout droit à cet effondrement lorsque M. Marshall a lancé sa bouée de sauvetage.

L'étranger a toujours considéré la Russie comme une entité, en bien des points insondable, et il est de fait que certains aspects de la politique actuelle de l'Union soviétique sont difficilement explicables sur le terrain du seul intérêt national.

Le besoin d'aide de l'Union soviétique ne fait aucun doute: tous ceux qui ont vu la dévastation de ses territoires causée par le brutal envahisseur allemand en sont certains. Il ne fait pas davantage de doute que si l'Union soviétique consentait à jouer un rôle constructif dans le redressement de l'économie mondiale si malade aujourd'hui, la contribution qu'elle apporterait serait de grande valeur. Les ressources de l'Union soviétique, si elles ne sont encore qu'en partie exploitées, sont néanmoins immenses.

D'autre part, la capacité d'endurance de ses citoyens est vraiment phénoménale. C'est pourquoi, si le Kremlin décide qu'ils doivent encore supporter des privations pour atteindre des buts politiques, ils les supporteront.

Qui plus est, on ne doit jamais oublier qu'une coopération économique des Soviétiques avec le monde capitaliste n'est possible que si l'on accroît les contacts entre les deux parties et que si l'on fait mieux connaître aux uns et aux autres leur façon de vivre réciproque. C'est là je crois qu'il faut chercher la clé du refus soviétique.

Le standard de vie de l'Union soviétique est tellement inférieur à celui du monde occidental, malgré les dévastations et les dislocations que la guerre a provoquées dans celui-ci, qu'il est difficile pour un Russe, s'il n'est pas le communiste le plus fanatique, d'observer ce contraste sans se poser de question sur l'infailibilité de son propre système.

Il serait injuste de blâmer les dirigeants actuels de la Russie soviétique pour le standard de vie matérielle si inférieur qui prévaut dans leur pays. Il y eut en vérité une époque où les plus sages d'entre eux ont pleinement réalisé, lorsqu'ils entreprirent leur expérience révolutionnaire, que leur pays était au moins d'une génération en retard sur l'Europe occidentale. Dans l'intervalle, les dévastations allemandes en terre russe ont retardé ses progrès.

L'erreur que les dirigeants soviétiques ont faite réside dans la mesure où leur propagande a cru habile de minimiser les réalisations du monde capitaliste. Encore maintenant, ils le condamnent sans cesse à la faillite. Toute cette fausse argumentation aboutit à ce que le chaos psychologique provoqué par le contraste entre la propagande et la réalité est d'autant plus rude. Mais ce n'est pas tout. Les contacts politiques, au sens le plus large du terme, présentent, eux aussi, leurs problèmes propres.

La Russie soviétique n'a jamais joui de la liberté au sens où les nations occidentales comprennent ce mot. Il est douteux qu'avec le régime actuel d'une police d'Etat dont les activités sont trop bien connues ses citoyens puissent seulement concevoir ce qu'un tel mot signifie.

La liberté de parole et celle de la presse, la liberté de critique, le libre jeu d'un gouvernement parlementaire, toutes ces choses sont des conceptions aujourd'hui totalement ignorées par tout esprit communiste russe.

Laissez-moi en prendre un exemple dans les institutions parlementaires. Aucun citoyen de la Russie de 1947

ne peut comprendre ce que signifie un débat parlementaire et la décision de la majorité après un vote libre. Je me souviens avoir vu un jour, à Moscou, la salle où, me dit-on alors, le Soviet Suprême avait l'habitude de se réunir. Cette salle avait de belles proportions, mais c'était avant tout un vaste théâtre où le public écoutait une harangue déclamée de la scène.

Le fait que M. Staline et M. Molotov et autres grands personnages de l'Union soviétique prenaient place de temps à autre dans le public, me fut confié avec admiration et était évidemment interprété comme une innovation hautement démocratique.

Mais bien entendu, nul dirigeant soviétique ne peut entendre une pareille assemblée lui dispenser autre chose que des louanges. Il se peut que ces messieurs s'ennuient à la longue, mais ils ne risquent pas, en tout cas, d'être vexés. Un Parlement, une opposition ou un système de deux partis politiques, leur sont des mots vides de sens.

La foi communiste est l'objet d'une ferveur religieuse et le système communiste ne permet pas l'existence de deux façons de voir. Cette foi fervente n'est pas une erreur en elle-même. Ce qui est une erreur c'est que cette foi soit rigoureusement intolérante et qu'elle refuse tout mérite à la foi que d'autres peuples partagent. Or c'est là un dogme du credo communiste.

A moins qu'il ne puisse exister un contact permanent entre les tenants des deux idéologies, cette tendance qui consiste à exagérer les conceptions traditionnelles de chacun ne peut qu'approfondir les divergences d'opinion et, en conséquence, accroître la tension entre les deux camps.

Notre objectif ultime est de permettre à l'Orient comme à l'Occident de contribuer pleinement, avec leurs talents et leurs ressources respectifs, à la solution des problèmes modernes, mais tant que l'isolement critique dans lequel la Russie se maintient avec insistance est combiné avec une intransigeance invariable, il ne nous sera pas possible à nous autres, pays occidentaux, de coopérer librement et effectivement avec elle.

C'est pourquoi, bien que l'existence d'une ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest, soit déplorable, il faut bien s'y résigner pour le moment.

Les réunions qui eurent lieu à Paris ont prouvé à quel point les puissances occidentales sont prêtes à laisser la porte ouverte à la Russie. Mais ces puissances ont maintenant un devoir beaucoup plus immédiat à remplir. Elles doivent aller de l'avant dans leur politique de collaboration avec les autres pays qui consentent les aider et à mettre avec elles un plan sur pied, en réponse à l'offre historique de M. Marshall. L'essentiel était que la réponse à cette offre ne soit pas retardée: la situation économique européenne est beaucoup trop grave pour permettre de nouvelles hésitations et de sempiternelles discussions.

La rapidité avec laquelle une action a été entreprise à Paris prouve que les représentants de l'Europe occidentale sont pleinement conscients de leurs responsabilités.

Au premier plan des problèmes qui, à ce sujet, confrontent la sagesse des gouvernements, est l'état dans lequel se trouve l'Allemagne. On avait posé le principe à Potsdam, que l'Allemagne serait traitée comme un tout économique. Si l'attitude de l'Union soviétique avait rendu possible de donner toute sa valeur à cette décision dans un esprit de véritable collaboration, l'issue en aurait été beaucoup plus favorable pour tout le monde.

Malheureusement, l'Union soviétique n'a jamais montré la plus petite disposition à faire de cet accord une réalité, soit dans l'esprit, soit dans la lettre. Ses représentants ne se sont pas lassés d'y faire appel chaque fois qu'ils pouvaient en retirer un bénéfice, ils l'ont régulièrement ignoré chaque fois qu'une contribution leur était demandée.

Le résultat de tout cela a été une perte de temps considérable et l'effondrement économique imminent de l'Allemagne dont le principal fardeau tombera sur les Etats-Unis et l'Angleterre.

C'est pourquoi il est parfaitement clair que, dans tout accord auquel on parviendra sur les propositions Marshall pour aider à la renaissance de l'Europe, l'Allemagne, ou tout au moins les trois zones occidentales, ne peuvent pas être exclues.

Les mines de charbon de la Ruhr sont le cœur de l'économie européenne et avec d'autres branches de l'industrie allemande doivent recevoir la possibilité de jouer leur rôle dans le travail de reconstruction. Il serait oiseux de prétendre que la décision d'inclure les zones occidentales de l'Allemagne dans l'ordre économique européen n'implique aucune conséquence politique, mais il faut faire face à cette décision.

Comme M. Bidault l'a sagement fait remarquer à la Conférence de Paris la semaine dernière, « les ressources de l'Allemagne doivent être utilisées par une Europe comprenant l'Allemagne elle-même » et aussi « la totalité de l'Europe n'est pas présente, mais ceux qui sont ici ont le droit de parler en son nom et d'agir pour elle ».

Ce qui ne peut plus longtemps être supporté, c'est le fait qu'il faut que ce soit les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne qui payent pratiquement des réparations à l'Allemagne, tandis que l'Union soviétique se fait payer des réparations de cette même Allemagne.

La tâche immédiate de cette conférence est donc d'établir un plan en réponse à l'offre de M. Marshall, de mettre au point une organisation capable de faire la somme des ressources et des besoins de l'Europe, et de faire tout cela rapidement.

Il serait vraiment déraisonnable de sous-estimer la difficulté de cette tâche, mais en dépit de sa difficulté cette tâche qui marque un tournant de l'histoire ne peut souffrir aucun échec.

Cela est déjà vrai du point de vue des nations occidentales elles-mêmes; si elles peuvent arriver à un accord, elles auront pris les mesures préliminaires essentielles pour le relèvement de l'Europe et auront également prouvé, j'en suis sûr, qu'elles sont capables de se remonter par elles-mêmes et qu'elles ne se contentent pas d'attendre l'aide extérieure.

[...]